

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 19/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF-PEI SAS

Tour BP 6
20 place de la défense
92800 Puteaux

Références : SPREI/USRA/0007101355/AB/2025-1578

Code AIOT : 0007101355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2025 dans l'établissement EDF-PEI SAS implanté Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu de l'usage important et très émissif des PFAS dans les mousses anti-incendie, cette inspection, qui s'inscrit dans une campagne nationale de la direction générale de la prévention des risques, vise à contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certains PFAS dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir à partir de 2025 en application de ces mêmes règlements. En outre, en cas de substitution des émulseurs, l'inspection vérifiera que ce

changement a bien fait l'objet d'une étude exhaustive de l'impact des modifications sur les performances de la défense contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF-PEI SAS
- Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port
- Code AIOT : 0007101355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF-PEI Port-Est exploite, sur le territoire de la commune du Port, une centrale de production d'électricité constituée de 12 groupes moteur-alternateur totalisant une puissance électrique totale maximale de 225,6 MWth (515,8 Mwth). La centrale du Port assure environ 40% de la production d'électricité de l'île.

Cette production était historiquement assurée par la combustion de fioul lourd TBTS (FO2) et de fioul domestique (FOD) jusqu'en septembre 2023. Le site a fait l'objet de travaux échelonnés durant toute l'année 2023 en vue de sa conversion énergétique à un combustible liquide 100% issu de biomasse (EMAG) : cette conversion est effective sur tous les groupes moteurs depuis octobre 2023.

Le site est désormais encadré par :

- l'arrêté cadre n°2017-523 du 23 mai 2017 reprenant l'ensemble des prescriptions applicables aux installations et intégrant les dispositions liées aux risques accidentels et aux grandes installations de combustion ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE, délivré le 14 novembre 2022, relatif à la transition énergétique de la centrale, pour son fonctionnement avec de la biomasse liquide.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Remplacement des émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait analyser ses émulseurs qui contiennent, pour la majorité, du PFOA. Dans ce contexte, l'exploitant doit substituer les émulseurs concernés à compter du 03/12/2025.

EDF a pris la décision de remplacer l'ensemble des émulseurs du site par un émulseur sans fluor. A

cet effet, deux commandes ont été réalisées en juillet et août dernier.

L'exploitant envisage deux solutions concernant ses équipements de défense contre l'incendie (DCI) contaminés par les PFAS : le remplacement ou le rinçage. La décision n'a pas été prise à ce stade mais l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des suites qui seront données.

Lors de la substitution à venir, les mousses anti-incendie, les émulseurs et les éventuelles eaux de rinçage récupérés seront considérés comme des déchets dangereux. Dans ce cadre, l'exploitant devra les faire traiter dans la filière appropriée.

Enfin, l'exploitant doit justifier, sous un mois, d'une étude exhaustive de l'impact des modifications sur les performances de la défense contre l'incendie conformément à l'article VI.2-VI de l'arrêté ministériel du 24/09/2020. Dans cette étude, l'exploitant devra détailler, entre autres, les mesures compensatoires qui seront mises en œuvre pendant la phase d'indisponibilité de la DCI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
--

Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].
--

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.
--

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- | |
|--|
| a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; |
| b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; |
| c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant |

contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Les émulseurs sont utilisés sur site sur plusieurs zones pour un volume total de 38.7 m3 :

- 1) Parc à combustibles (SHELTER Parc à combustibles) - 22 m3;
- 2) Bâtiment Production (SHELTER USINE au niveau du bâtiment moteurs) - 5 m3;
- 3) Cubitainers - PEI - quantité 10, volume 1 m3 unitaire;
- 4) RIA et PIA hydromoussant - quantité 85, volume 0.02 m3 unitaire.

L'exploitant a fait analyser ses émulseurs par la méthode TOP Assay (Total Oxidizable Precursor Assay) qui permet de mesurer les composés apparentés, qui sont les précurseurs se dégradant en PFAS, et ce conformément au rapport de la société Eau et feu du 29/04/24 (référence de l'analyse n°348922). Les résultats mettent en évidence des non-conformités réglementaires s'agissant des PFOA à compter du 03/12/2025 concernant :

- Parc à combustibles (SHELTER Parc à combustibles) - 22 m³ ;
- Bâtiment Production (SHELTER USINE au niveau du bâtiment moteurs) - 5 m3;
- 3 références de cubitainers testées - volume 1 m3 unitaire.

Dans ce contexte, l'exploitant indique substituer l'intégralité des émulseurs présents sur site par de l'émulseur sans fluor (BURNGUARD FFC 3% N-TP) dans les quantités suivantes :

- 38 m³ conformément à la commande n°0450-5720036181 du 30/07/25 ;
- 85 bidons de 20L pour les RIA et PIA conformément à la commande n°0450-5720036460 du 30/07/25.

Lors de la substitution à venir, les mousses anti-incendie, les émulseurs et les éventuelles eaux de rinçage récupérés seront considérés comme des déchets dangereux. Dans ce cadre, l'exploitant devra les faire traiter dans la filière appropriée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remplacement des émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS LI – vérification compatibilité nouvel émulseur

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.[...]

Constats :

L'exploitant indique que le nouvel émulseur sans fluor BURNGUARD FFC 3% N-TP (cf FC1) a été testé, avant sélection, afin de vérifier de sa compatibilité avec les équipements de défense contre

<p>l'incendie du site.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant devra justifier d'une étude exhaustive de l'impact des modifications sur les performances de la défense contre l'incendie. Dans cette étude, l'exploitant devra, notamment, justifier des éléments suivants : étude hydraulique, vérification de l'adéquation entre le matériel en place et le nouvel émulseur, taux d'application du nouvel émulseur et gestion de l'indisponibilité de la DCI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection l' étude exhaustive de l'impact précitée sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>